

**GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT  
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE  
ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT  
CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS  
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

**J**

**FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL**

Communiqué de presse n° 3(F)

23–24 septembre 2003

Allocution prononcée par M. **HORST KÖHLER**,  
Président du Conseil d'administration et Directeur général  
du Fonds monétaire international,  
devant le Conseil des gouverneurs du FMI

**Allocution prononcée par M. Horst Köhler,**  
Président du Conseil d'administration et Directeur général  
du Fonds monétaire international,  
devant le Conseil des gouverneurs du FMI  
Dubai, le 23 septembre 2003

1. Vos Altesses, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, distingués invités, c'est un plaisir de vous accueillir à cette Assemblée annuelle. Permettez-moi de me faire l'écho du Président, Kaspar Villiger, et de Jim Wolfensohn pour remercier les autorités des Émirats arabes unis, et de Dubai en particulier, de la splendide organisation de cette Assemblée. Il était grand temps que nous tenions notre Assemblée annuelle au Moyen-Orient. Tout au long de l'histoire, les peuples de cette région ont apporté des contributions remarquables à la civilisation humaine. Notre présence ici — en particulier dans la conjoncture actuelle — souligne l'importance que nous attachons à nos relations avec cette région.
2. Monsieur le Président, je souhaiterais, après vous-même et Jim Wolfensohn, d'évoquer le souvenir des membres du personnel de l'ONU, de la Banque mondiale et du FMI qui ont perdu la vie ou ont été blessés dans l'attentat commis le mois dernier à Bagdad. C'est une tragédie, certes, mais c'est aussi un rappel du remarquable dévouement de notre personnel, qui travaille dur, souvent dans des conditions difficiles, dans un grand nombre de pays différents.

### **Les enjeux économiques mondiaux**

3. Nous nous réunissons alors que l'optimisme augmente quant aux perspectives économiques mondiales. Certes, la situation reste incertaine. Mais la multiplication des indices de reprise dans nombre de régions est le signe bienvenu que l'économie mondiale est sans doute entrée dans une meilleure passe. Les marchés de capitaux internationaux favorisent aussi cette reprise.
4. Mais gardons-nous de tout triomphalisme. L'impasse des négociations commerciales internationales à Cancun n'a certainement pas renforcé la confiance à l'échelle mondiale. Pour que la reprise progresse, il conviendra d'être vigilant et de conduire une politique économique volontaire. Et pour que la reprise soit équilibrée et que nous revenions à un rythme de croissance mondiale solide et soutenu, il faudra élargir en particulier notre perspective au-delà des nécessités du moment pour nous attaquer aux sérieux problèmes fondamentaux auxquels nombre de nos économies continuent de se heurter.
5. Nous devons comprendre que nous sommes tous concernés. Pour nous attaquer à nos problèmes communs, nous devons combattre ensemble l'inertie et accueillir le changement dans toutes nos sociétés, car le changement est la force vitale des progrès de

l'humanité. L'innovation, la concurrence et l'expansion des marchés sont essentielles pour créer des emplois et relever le niveau de vie dans tous les pays. Il faut redoubler d'efforts pour mener à bien les réformes structurelles dans tous nos pays membres. Nous savons tous quelles sont les priorités : donner aux finances publiques une assise solide à moyen terme en prévision du vieillissement de la population; assouplir nos économies, notamment en améliorant l'éducation et les incitations au travail, et renforcer les institutions qui sont à la base d'une économie de marché performante et de l'équité sociale. Non seulement ces réformes seront payantes au niveau national, mais, puisqu'elles dynamiseront la croissance au niveau international, l'économie mondiale ne peut qu'en sortir gagnante.

### **Rétablir l'équilibre mondial**

6. Dans notre quête d'une croissance mondiale soutenue et de stabilité financière internationale, les déséquilibres prononcés des comptes courants internationaux et la persistance d'un endettement public élevé dans de nombreux de pays représentent des risques majeurs. Il est de notre intérêt à tous de veiller à corriger de façon ordonnée ces déséquilibres. Le progrès passe par le dialogue multilatéral et la coopération. À mes yeux, cette coopération doit à présent consolider les fondements de la croissance intérieure dans les pays où ils sont fragiles et permettre une plus grande flexibilité des taux de change, le cas échéant. Je suis inquiet aussi de la hausse de la dette publique dans le monde entier, compte tenu des grave problèmes démographiques qui vont se poser dans les pays avancés, et de la vulnérabilité aux crises financières qu'un endettement élevé implique pour les pays à marché émergent. Il est impératif que tous les pays mettent à profit le redressement de leur économie pour rendre la situation des finances publiques — et l'avenir de nos enfants — plus sûrs.

7. Face à ces enjeux, les priorités sont les suivantes, à mes yeux :

- Aux États-Unis, le net infléchissement de la politique des finances publiques a stimulé l'économie mondiale pendant la période de fléchissement de l'activité. Nous attendons maintenant des États-Unis qu'ils établissent un programme crédible de rééquilibrage budgétaire sur le cycle conjoncturel, apportant ainsi une contribution essentielle à une croissance mondiale durable et à la correction des déséquilibres mondiaux.
- En Europe et au Japon, la priorité doit aller à la mise en œuvre énergique de réformes structurelles visant à accroître les capacités de production. Au Japon, les réformes des entreprises et du secteur financier doivent être poursuivies. En Europe, des réformes des marchés du travail visant à relever les taux d'emploi — comme prévu dans la stratégie de Lisbonne — sont une priorité absolue. Et tant au Japon qu'en Europe, les pressions démographiques qui menacent exigent que

l'on prenne d'urgence des mesures pour assainir les finances publiques à moyen terme.

- Nombre de pays à marché émergent ont entrepris des réformes structurelles énergiques et adopté des politiques macroéconomiques avisées qui portent leurs fruits. Mais il y a encore trop de pays où les facteurs de vulnérabilité persistent. Les conditions de financement actuellement favorables sur les marchés de capitaux doivent être mises à profit pour renforcer les fondements de ces économie et mieux les préparer aux chocs. Dans plusieurs pays à marché émergent, où les réserves de change se sont rapidement accumulées et les excédents courants sont élevés, un assouplissement du régime de change serait utile, tant pour ces pays que pour l'économie mondiale.

8. Ma vision du FMI est celle d'une institution qui œuvre pour une meilleure mondialisation. Il ne s'agit pas seulement d'assurer la stabilité financière. Il faut aussi garantir durablement l'équilibre social et politique. L'éclatement de la bulle financière des années 90 devrait nous faire tous réfléchir. Quatre enseignements peuvent en être tirés en vue de remettre l'économie mondiale sur des bases saines :

- Premièrement, une croissance mondiale solide et soutenue exige un meilleur équilibre entre les sources extérieures et intérieures de croissance. Pour recueillir les bienfaits de la mondialisation, il reste essentiel de mener une politique d'ouverture économique, dans le but de favoriser l'intégration dans l'économie mondiale. Mais, dans le même temps, les pays doivent développer et alimenter les sources intérieures de croissance en mettant en place des institutions solides, un secteur financier sain et diversifié, et en créant un climat propice pour attirer les investisseurs nationaux et étrangers. Une économie locale florissante et des PME dynamiques sont des ingrédients essentiels pour la création d'emplois et la stabilité sociale.
- Deuxièmement, à long terme, l'équité sociale et une répartition acceptable des revenus sont des piliers essentiels de la stabilité politique, et donc du développement économique. Les contrats sociaux varient d'un pays à l'autre et il n'existe pas de modèle unique de société équitable. Mais sans consensus social durable, il ne peut y avoir de prospérité à long terme.
- Troisièmement, la mondialisation et l'interdépendance doivent renforcer et non affaiblir la diversité. Si elle n'est pas respectueuse de la diversité, la mondialisation court à l'échec. Mais nous devons aussi considérer la diversité comme un atout précieux qui permet de tirer des enseignements de toute expérience humaine. Il est donc très important que les structures de gouvernance mondiale, y compris au FMI, favorisent un large dialogue afin que les points de vue de tous les pays soient pris en compte comme il se doit.

- Enfin, pour assurer une croissance mondiale durable, tant le secteur public que le secteur privé doivent contribuer à rétablir la confiance du public sur les marchés mondiaux. Le secteur public doit continuer de renforcer les structures institutionnelles, en établissant des règles prévisibles et en veillant à ce qu'elles soient bien observées. Dans le secteur privé, il faut une nouvelle prise de conscience de la nécessité de respecter les principes moraux et de favoriser la création de valeur à long terme.

Face aux enjeux économiques mondiaux, nous devons tenir compte de ces orientations dans les conseils que nous formulons.

### **Renforcer le tissu du système financier international**

9. Ces dernières années, le FMI s'est engagé avec la communauté internationale dans un processus intensif de réforme. Mon rapport au CMFI démontre que nos pays membres, notre Conseil d'administration, nos services et notre direction ont continué de travailler énergiquement et que les choses ont progressé. Nous renforçons notre surveillance, en insistant davantage sur la vulnérabilité des secteurs financiers et des marchés de capitaux internationaux, et en formulant nos avis avec une plus grande franchise. Nous renforçons le cadre réglementaire de l'économie mondiale, en collaboration avec des institutions publiques et privées, en élaborant et en mettant en application des normes et codes internationaux. Nous continuons d'examiner les moyens d'améliorer la gestion et la résolution des crises. Et grâce à l'amélioration fulgurante de la transparence, tant au FMI que dans nos pays membres, l'information circule mieux, et du coup les marchés fonctionnent mieux. Globalement, je pense que nos travaux ont contribué à la résistance remarquable du système financier international face à des bouleversements sans précédent au cours des trois dernières années. Nous avons tiré profit de la mise en place du Bureau indépendant d'évaluation (BIE) au FMI pour renforcer une culture de l'écoute et de l'apprentissage. En particulier, le BIE a souligné l'importance de l'internalisation et rappelé qu'il est essentiel de mieux comprendre que les capacités d'exécution diffèrent d'un pays à l'autre. Cela a conforté le bien-fondé des changements que nous apportons à notre politique de prêt, notamment par l'allègement des conditions dont ils sont assortis.

10. L'interdépendance économique croissante des nations pose de nouveaux problèmes pour les pays membres et le FMI. C'est pourquoi, dans nos activités de surveillance, nous devons nous soucier plus encore des liens entre les pays et les régions, et faire preuve d'impartialité, parce que les crises peuvent naître sur des marchés matures aussi bien que sur des marchés émergents. Notre objectif suprême doit être d'accroître l'impact de notre surveillance dans tous nos pays membres. Il est crucial à cet égard que nous nous donnions les moyens d'identifier au plus tôt les risques et vulnérabilités et que nous approfondissions nos travaux sur les systèmes financiers et les marchés de capitaux internationaux. Je souhaite par ailleurs que nous poursuivions notre coopération avec

d'autres instances, notamment le Forum de stabilité financière, en vue d'identifier les lacunes et les faiblesses potentielles du système financier international. Je suis convaincu que ce dialogue élargi, notamment avec les institutions régionales, est essentiel pour promouvoir la stabilité mondiale.

11. Mais, ne l'oublions pas, il n'est pas réaliste de penser qu'une économie de marché dynamique peut être totalement protégée contre des périodes de turbulences et d'ajustement. Il n'est pas possible de prévenir toutes les crises. À mon sens, la finalité de la Ligne de crédit préventive mise en place par le FMI reste valide : nous devons trouver les moyens d'assurer les pays membres qui mènent une politique saine qu'ils peuvent compter sur un appui volontariste du FMI face au risque de contagion.

### **Combattre la pauvreté**

12. Je suis heureux de noter que les Ministres et les Gouverneurs du CMFI ont invité le FMI à rester engagé aux côtés des pays à faible revenu. Au demeurant, des avancées ont été accomplies dans la lutte contre la pauvreté. Avec les objectifs de développement pour le Millénaire et la stratégie de responsabilité mutuelle qui a été arrêtée à Monterrey l'an dernier — et qui figure aussi dans l'initiative des pays africains eux-mêmes, le NEPAD — nous disposons d'un cadre d'action commun. Et avec le processus des DSRP et l'initiative en faveur des PPTE, nous avons les outils opérationnels qui devraient nous permettre d'atteindre les objectifs arrêtés. Il s'agit maintenant de passer résolument à l'action, et non de se lancer de nouveau à la recherche de nouvelles stratégies de développement. J'appelle de mes vœux la poursuite de notre coopération étroite avec Jim Wolfensohn et la Banque mondiale, à laquelle il revient de diriger nos travaux communs au bénéfice des pays à faible revenu.

13. Je constate aussi des progrès sur le terrain. Des politiques économiques de qualité commencent à porter leurs fruits dans un nombre croissant de pays en développement. Pour favoriser l'investissement, créer des emplois et stimuler la croissance, il est indispensable d'instaurer une bonne gouvernance et de créer de solides institutions. Le FMI continuera d'axer son action sur la stabilité macroéconomique, condition sine qua non d'une croissance durable. Par ailleurs, l'assistance technique, notamment grâce à nos nouveaux centres régionaux (AFRITAC) en Tanzanie et au Mali, est un élément central de la stratégie que nous appliquons pour aider les pays à renforcer leurs capacités et leurs institutions. Enfin, nous nous efforçons de trouver les moyens d'aider les pays en développement à mieux faire face aux chocs exogènes. J'ai hâte de poursuivre l'examen général du rôle à long terme du FMI dans les pays à faible revenu, que nous avons engagé ici à Dubaï. Je suis convaincu que l'examen prochain par le BIE du processus FRPC-DSRP nous apportera des enseignements précieux à l'appui de ces travaux.

14. Comme Jim Wolfensohn, je suis d'avis qu'il faut apporter davantage de soutien financier au développement pour atteindre les Objectifs de développement pour le

Millénaire. Et je ne me lasserai pas de rappeler aux économies avancées qu'elles doivent respecter leurs engagements. Par ailleurs, les apports d'aide actuels sont non seulement insuffisants, mais aussi imprévisibles et souvent insuffisamment coordonnés par les bailleurs de fonds. Une meilleure coordination de l'aide et des engagements pluriannuels sont indispensables pour rendre l'aide au développement plus efficace et le FMI est tout à fait déterminé à participer au processus d'harmonisation de l'action des donateurs qui a été établi cette année à Rome. Il me semble que la proposition d'une facilité de financement internationale, avancée par Gordon Brown, mérite un examen attentif.

15. Nous devons aussi continuer de réduire la charge de la dette de nos pays membres les plus pauvres. L'initiative renforcée en faveur des PPTE a permis de fournir un allègement plus substantiel et plus rapide aux pays pauvres lourdement endettés, mais nous n'avons pas encore atteint notre objectif. Je pense que nous devrions tirer tout le parti possible de la souplesse du mécanisme existant pour compléter l'aide disponible dans des cas exceptionnels.

### **Développer le commerce**

16. Le blocage des négociations commerciales à Cancun doit alerter la communauté internationale. Nous savons tous que le commerce est l'agent le plus puissant de la croissance mondiale et de la réduction de la pauvreté. Or, cet agent est particulièrement efficace lorsqu'il opère dans un cadre multilatéral, fondé sur des règles. Maintenant, il faut que toutes les parties fassent preuve de la volonté politique nécessaire pour sortir de l'impasse et retourner à la table de négociation dès que possible. Aujourd'hui plus que jamais, les dirigeants des grands pays industrialisés détiennent les clés du succès des négociations — l'agriculture restant la clé de tout progrès décisif. Je réaffirme que le FMI est décidé à chercher des solutions pour fournir aux pays un appui financier ciblé, qui permettrait d'atténuer les éventuelles retombées temporaires de l'accomplissement de leurs engagements au titre du cycle de Doha.

### **Une meilleure coopération pour une meilleure mondialisation**

17. L'augmentation du nombre de pays membres du FMI, passé de 38 lors de la réunion inaugurale du Conseil des gouverneurs à Savannah à 184 aujourd'hui, témoigne du processus de mondialisation accélérée, qui a encore renforcé les liens entre les économies et les peuples de notre planète. Cette intégration a pour corollaire une plus grande interdépendance. Aujourd'hui plus que jamais, notre recherche de solutions mondiales à des problèmes mondiaux exige de coopérer pour le bien commun universel. C'est en travaillant ensemble, de façon multilatérale, que nous pouvons assurer que toutes les voix sont entendues et respectées, et que les bénéfices de la mondialisation sont plus largement partagés. C'est le véritable esprit et la véritable mission du FMI : promouvoir

la stabilité financière internationale et la prospérité économique de tous nos pays membres — et ce par la coopération et la confiance.